



Communauté de Communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois

AIDE POUR LA RENOVATION DES TOITURES TRADITIONNELLES (CONDITION DE REVENUS)

REGLEMENT D'OCTROI DE L'AIDE

Accepté par délibération du Bureau Communautaire le 16 février 2011

L'aide à la réfection des toitures initiée par la communauté de communes, est poursuivie à partir de 2011.

Article 1 - Bénéficiaires

Particuliers, propriétaires occupants ou bailleurs. Privés uniquement.

Article 2 - Bâtiments éligibles

Maisons d'habitation rurales traditionnelles ou fermes d'avant 1960.

Les annexes, granges et dépendances contiguës et intégrées au bâti sont également éligibles afin d'assurer la continuité du visuel.

Tout immeuble ayant bénéficié d'une subvention ne pourra prétendre à une nouvelle aide de la communauté de communes pour la réfection des toitures (tout règlement confondu), avant une période de 10 ans, à l'exception des dossiers n'atteignant pas le montant des travaux subventionnables lors de la première demande. Pour ces derniers, une nouvelle demande pourra être déposée dans le délai de 10 années dans la limite du montant des travaux plafonné.

Article 3 – Critères d'éligibilité :

Pour les propriétaires occupants et propriétaires bailleurs la subvention sera attribuée en fonction du montant des ressources. Il s'agit de la somme des **revenus fiscaux de référence figurant sur l'avis d'imposition de l'année n-2** de toutes les personnes qui occupent le logement. Ces plafonds de ressources sont basés sur les plafonds « des ménages aux ressources modestes » de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat » consultables sur le site internet de l'ANAH et réactualisés chaque année.

Si les revenus du demandeur ont baissé depuis l'année n-2, il est possible de prendre en compte les ressources de l'année n-1 à condition que l'avis d'imposition correspondant (n-1) soit disponible et transmis de la demande de subvention.

Article 4 - Travaux subventionnables :

Les travaux ouvrant droit à l'aide sont ceux conduisant à une remise à neuf de la toiture dans sa globalité, mais aussi les remaniements et réfections partielles.

Sont pris en compte les travaux de couverture, ainsi que les interventions de zinguerie, étanchéité, lattage, chevronnage, reprise de charpente, en complément au remplacement de couverture.

Les tuiles utilisées pour la rénovation devront être en terre cuite ou ardoise (tuile béton ou bac acier exclus).

Les travaux de remplacement de tuiles canal ou « tige de botte » par de la tuile mécanique ne seront pas subventionnés.

Sont exclus les créations d'ouvertures (velux, chien-assis ou lucarne, ...) ainsi que les travaux de maçonnerie (rehausse de toiture, création ou démolition de cheminées, ...).

Les travaux concernant les toitures traditionnelles de type « canal » ou « tiges de bottes » bénéficieront d'une aide majorée.

Les travaux concernés devront respecter les règlements d'urbanisme en vigueur dans chaque commune.

Les travaux peuvent être réalisés par entreprise ou en autoréhabilitation.

↳ *Le CAUE est à la disposition des habitants pour tout conseil concernant la conception des travaux, ou le choix des teintes et matériaux.*

Article 5 - Dossier de demande

La demande de prime doit impérativement être faite AVANT la réalisation des travaux.

Des formulaires de demandes de subvention sont disponibles :

- en MAIRIES
- à la COMMUNAUTE DE COMMUNES

Le dossier doit comprendre :

- Formulaire de demande de subvention complété et signé par le demandeur
- Avis de la commune dans le formulaire prévu
- Devis détaillés des travaux par entreprise, ou devis des matériaux et locations éventuelles (échafaudages) en cas d'autoréhabilitation. Le devis doit faire état de la nature des tuiles utilisées.
La commission se réserve la possibilité de refuser le dossier en cas de devis incomplet ou imprécis.
- Photos de toutes les façades visibles depuis la rue, du bâtiment concerné AVANT travaux
- Plan de localisation du bâtiment dans la commune (cadastre)
- Attestation de non commencement des travaux par le demandeur
- Avis d'imposition** sur le revenu N-2
- Engagement de non exécution de travaux de rénovation lourds pour une durée de 10 ans

Toute demande doit être adressée AVANT TRAVAUX à Madame ou Monsieur le Maire, chargé de transmettre le dossier à la communauté de communes pour instruction dans les plus brefs délais, après avoir émis un avis d'opportunité pour sa commune.

Après examen du dossier complet en commission Habitat, la communauté de communes notifiera au demandeur conjointement avec la commune, sa décision d'attribution ou de refus.

Aucune aide ne pourra être accordée pour un dossier incomplet ou pour des travaux commencés avant l'autorisation de la communauté de communes. Sur demande justifiée du propriétaire, et dans la mesure où un dossier complet a été déposé auprès de ses services, la Communauté de Communes pourra délivrer une autorisation de démarrage anticipé des travaux.

Le passage de la commission Habitat ou du technicien de la communauté de communes pourra avoir lieu sur le terrain en cas de besoin, et l'avis du CAUE pourra être sollicité.

Article 6 - Principe et montant de la subvention

L'aide de la Communauté de Communes sera attribuée dans un principe de parité avec l'aide communale et intercommunale (1 € de la commune pour 1 € de la Communauté de Communes)

L'aide accordée aux propriétaires sera de **20% du montant HT des travaux subventionnables plafonnés à 6 000 € HT, soit une subvention globale maximum de 1 200 €**, selon le principe suivant :

- Part de la Communauté de Communes: **10%** du montant HT des travaux
- Part de la commune : **10%** du montant HT des travaux
(suivant délibération prise par le Conseil Municipal)

Le montant hors taxes des travaux subventionnables doit être **au minimum de 150 € HT, et au maximum de 6 000 € HT.**

Les aides sont accordées dans l'ordre d'arrivée des dossiers complets, et dans la limite des crédits disponibles inscrits par la Communauté de Communes dans son budget.

Les dossiers qui ne pourront être instruits dans l'année après épuisement des crédits prévus, pourront être représentés l'année suivante à condition que les travaux soient eux aussi différés.

Article 7 - Période de validité du règlement et de la subvention

Le présent règlement est valable à compter du 1^{er} avril 2011.

Le propriétaire dispose d'un délai de 12 mois pour la réalisation des travaux à compter de la notification d'attribution de la subvention. A échéance la commission annulera de plein droit l'attribution. Le dossier devra faire l'objet d'une nouvelle demande pour être validé. A titre exceptionnel, une prolongation de 6 mois peut être accordée sur demande justifiée.

Toute nouvelle attribution de subvention pour la toiture d'un même immeuble ne pourra avoir lieu avant un délai de 10 années à compter de la date de notification de la dernière aide accordée.

Article 8 - Liquidation et versement de la subvention

La prime est liquidée et ordonnancée pour leur part respective par la commune, puis par la communauté de communes dans la limite du montant notifié, sur présentation :

- des factures acquittées faisant preuve de la réalité de l'investissement et de la conformité des travaux, portant la mention « payée » ou « acquittée » ainsi que le cachet de l'entreprise
- des photos du bâtiment concerné faisant preuve de la réalité des travaux sur la ou les toitures rénovées
- un courrier de demande de paiement
- un R.I.B du bénéficiaire de la subvention

Le montant définitif de la prime versée ne peut excéder la somme accordée par la commission d'attribution. Il peut en revanche être minoré si le montant des factures est inférieur aux devis initiaux, ou si les travaux n'ont pas été réalisés conformément au descriptif d'origine accepté. En cas de non-respect des engagements prévus, le dossier est soumis une seconde fois à l'avis de la commission d'attribution, qui peut statuer sur une minoration ou un retrait total des aides accordées.

L'attribution d'une subvention « toiture » au titre de ce règlement d'octroi n'est pas cumulable avec l'attribution de l'aide patrimoniale« toiture ».

RENOVATION DES TOITURES (sous conditions de revenus) - 2015

DEMANDE DE SUBVENTION

Subvention destinée à permettre la réfection d'une toiture, dans une optique respectueuse du patrimoine et sociale pour les particuliers dont les revenus ne dépassent pas les plafonds (en vigueur) de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH)

COMMUNE DE

RENSEIGNEMENTS - Rubrique à compléter par le demandeur

Nom Prénom

Adresse du demandeur : N° Tél :

Adresse des travaux :

Date de construction de l'immeuble :

Descriptif des travaux (remplacement couverture, charpente...) + type de tuiles :

Montant HT du devis : Date prévue de démarrage travaux :

Pour tout commencement de travaux avant l'instruction du dossier de subvention, le demandeur doit obtenir l'autorisation écrite de commencement de travaux de la Communauté de Communes (demande justifiée par écrit à joindre au dossier).

Signature du demandeur :

J'accepte le règlement d'octroi de subvention et certifie par la présente que les conditions d'attribution de la subvention "action toiture" que je sollicite sont respectées.

SUIVI DU DOSSIER - partie réservée à la commune

Dossier déposé complet en mairie le :

Avis d'opportunité :

FAVORABLE (travaux **non réalisés**, dossier **complet**)

DEFAVORABLE

Subvention communale accordée (rappel du taux : ____ %) **montant** =.....

Dossier comprenant :

- 1 formulaire de demande de subvention complété par le demandeur puis la Commune
- Devis détaillés et descriptif précis des travaux, ou devis des matériaux et locations éventuelles
- 1 ou plusieurs photos du bâtiment et de toutes les façades visibles depuis la rue et de la toiture concernée AVANT travaux
- 1 attestation de non commencement des travaux par le demandeur
- Plan de localisation du bâtiment dans la commune (cadastre)
- Schéma de toiture permettant d'évaluer les surfaces concernées et les différentes parties.
- Avis d'imposition relatif aux revenus de l'année n-2 (exemple : si la demande est faite en 2014, le demandeur devra fournir l'avis d'imposition 2013 correspondant aux revenus 2012).

Signature du Maire :

Je certifie par la présente que les conditions d'attribution de la subvention "toiture" ont été respectées.

SUIVI DU DOSSIER - partie réservée à la CC du Pays de Colombey et du Sud Toulinois

Avant la commission

Dossier reçu à la CC du Pays de Colombey et du Sud Toulinois le :

Après la commission

Commission habitat du :

Avis de la commission « aides habitat » : FAVORABLE DEFAVORABLE

Observations éventuelles :

Montant de la subvention notifiée : date de la notification :

Liquidation de la subvention communale – partie réservée à la commune

Mandat n° du Bordereau n° Montant

Liquidation de la subvention intercommunale – partie réservée à la CC de Colombey et du Sud Toulinois

Mandat n° du Bordereau n° Montant

ATTESTATION DE NON COMMENCEMENT D'EXECUTION

Je soussigné(e),, propriétaire du bâtiment
situé (*adresse*) :
à (commune de) :

atteste que les travaux faisant l'objet d'une demande de subvention au titre de :

- l'aide à la rénovation des façades,
- l'aide à la rénovation de toiture,
- la prime aux éléments architecturaux traditionnels,
- l'aide aux travaux d'isolation

n'ont pas connu de début d'exécution, et je m'engage à **ne pas commencer les travaux** faisant l'objet de la demande de subvention **avant accord préalable écrit** de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois.

Dans le cas où l'opération débiterait **avant autorisation** de la communauté de communes, je m'engage à informer Monsieur ou Madame le Maire, et Monsieur le Président de la Communauté de Communes afin qu'ils prennent acte que, de ce fait, **je renonce à la subvention sollicitée**.

Fait à, le

Signature du demandeur :

Pour tout commencement de travaux avant l'instruction du dossier de subvention, le demandeur doit obtenir l'autorisation écrite de commencer les travaux de la communauté de communes (demande justifiée par écrit à joindre au dossier).

**ENGAGEMENT DE NON REALISATION DE TRAVAUX DE RENOVATION
LOURDS**

Je soussigné(e),, propriétaire du bâtiment
situé (*adresse*) :
à (commune de) : réalisant des travaux faisant
l'objet d'une demande de subvention au titre de :

- l'aide à la rénovation des façades,
- l'aide à la rénovation de toiture,
- la prime aux éléments architecturaux traditionnels,

m'engage à ne pas réaliser de travaux de rénovation lourds altérant profondément le caractère patrimonial du bâtiment, et ce, pour une durée de 10 ans.

Dans le cas où des travaux de ce type seraient réalisés pendant cette durée, je m'engage à informer Monsieur ou Madame le Maire, et Monsieur le Président de la Communauté de Communes afin qu'ils prennent acte que, de ce fait, **je rembourserais la totalité de la subvention sollicitée.**

Fait à, le

Signature du demandeur :